

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS EN 1997

L'État du monde, *Éditions la Découverte, CEDROM-SNI*

Le 22 octobre 1995, la première élection présidentielle depuis la mort du président Félix Houphouët-Boigny, en décembre 1993, s'est déroulée dans un climat très tendu (une dizaine de morts lors des manifestations d'octobre et des rumeurs de coup d'État militaire) aux relents xénophobes et ethnocentristes. Ces événements sont intervenus après des mois d'affrontement politique entre l'opposition unie dans le Front républicain (FR) et le pouvoir. Un code électoral visant à écarter, au nom de l'"ivoirité", l'ancien Premier ministre d'Houphouët-Boigny, Alassane Ouattara, dont le père est d'origine burkinabé; la mise en place d'une Commission nationale électorale et d'un Conseil constitutionnel sur mesure; un découpage électoral contestable et un recensement facilitant la fraude ont poussé le FR à un boycottage actif. Le mot d'ordre a été très suivi dans le centre-ouest et le nord du pays où le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, membre de l'Internationale socialiste, et le Rassemblement des républicains (centriste) de Djéni Kobina, qui voulait faire de A. Ouattara son candidat, sont le mieux implantés.

Chef d'État ayant succédé à Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié a prolongé son intérim (décembre 1993-octobre 1995) par un mandat de cinq ans au terme d'un vote aux relents de plébiscite qui lui a accordé, face à un faire-valoir, 96,5 % des voix, pour une participation officielle - non crédible selon tous les observateurs de - 56 %. Bien que la promesse de réviser les listes électorales n'ait pas été tenue, l'opposition a participé aux législatives du 26 novembre 1995 et aux municipales du 11 février 1996, le plus souvent en ordre dispersé, ce qui a permis au Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI, ancien parti unique) d'enlever 147 des 168 sièges pourvus (L. Gbagbo a été écarté du Parlement faute d'élection dans sa circonscription et D. Kobina pour son "origine ghanéenne"; 7 sièges promis à l'opposition demeurant vacants en juillet 1996) et 158 des 196 communes (scrutin à un tour à majorité simple).

Ce coup d'arrêt à une laborieuse démocratisation, souligné par Amnesty International, et qui n'a pas réduit le soutien de la France au régime, s'est traduit par près de 500 arrestations d'opposants à partir d'octobre 1995, dont plus de 200 restaient incarcérés et non jugés en juillet 1996, par la condamnation de plusieurs dizaines d'entre eux selon la loi "anti-casseurs" qui sévit au nom de la responsabilité collective et par une répression de la presse d'opposition.

La dévaluation du franc CFA de 1994 a durement affecté la population au regard de la forte inflation en 1994-1995 (près de 50 % en réel), mais l'État ivoirien en a été le premier bénéficiaire dans la Zone franc. La flambée des cours et l'importante production de café, celle du cacao dont la Côte-d'Ivoire, avec 850 000 tonnes, reste le premier producteur mondial - ont permis de renouer avec la croissance: 1,5 % en 1994; 6,5 % en 1995 et à nouveau en 1996. Pourtant, la situation sociale est restée préoccupante, la forte croissance